

Les ordonnances « loi travail XXL » ne sont que le premier acte d'une série de mesures brutales et de grande ampleur qui sont en train de s'abattre sur les salariés du privé et du public, les chômeurs, les retraités, nos concitoyens les plus fragiles. Les choix de politique fiscale et budgétaire dévoilés lors de la présentation du projet de loi de finances 2018 nous préparent une cure d'austérité et une opération de démantèlement de la Fonction Publique sans précédent. Ressusciter Thatcher et Reagan est-ce vraiment ça « faire de la politique autrement » ?

Projet de Loi de Finances 2018¹ : la redistribution des richesses à l'envers !

Comme si on n'avait pas la preuve aujourd'hui que les milliards de crédits d'impôts accordés aux entreprises s'évaporent avant de créer des emplois ou de l'investissement productif², le gouvernement va rajouter 25 milliards de cadeaux fiscaux pour les plus riches et les entreprises (quasi-suppression de l'ISF, allègement de la taxation des revenus financiers, de l'impôt sur les sociétés...); ces largesses seront payées par le reste de la population, sous forme de baisse des prestations sociales et de réduction des services publics, avec comme résultat un creusement des inégalités³ !

Traduction immédiate pour nous agents de la Fonction Publique :

- Une nouvelle vague de suppressions d'emplois (120 000 prévues dans la FP de l'Etat et les collectivités territoriales sur le quinquennat... sans compter les gels de postes),
- Un retour au gel du point d'indice et le rétablissement de la journée de carence,
- L'augmentation de la CSG de 1,7 % au 1/01/2018 sans compensation pérenne

Face à cette avalanche de mauvais coups, l'ensemble des fédérations de fonctionnaires appellent les agents publics à une **journée d'action unitaire le mardi 10 octobre avec appels à la grève et à manifestations.**

En marche vers le démantèlement de la Fonction Publique

Le gouvernement entend inscrire dans la loi de programmation des finances publiques une baisse (colossale) de plus de trois points de PIB de la dépense publique d'ici 2022. Comment ? En réduisant drastiquement le service public.

Tous les ministres ont reçu instruction de proposer des réformes structurelles « portant suppression des chevauchements de compétences, transfert entre collectivités, au secteur privé, voire abandon de missions »⁴

L'austérité dans l'enseignement supérieur et la recherche : « Il y en a marre ! »

Dans la FP de l'Etat, notre ministère détient un double record : celui du nombre d'emplois précaires le plus élevé et celui du niveau de rémunération le plus faible ! Et aujourd'hui l'insuffisance des subventions est tel que nombre d'emplois sont laissés vacants (6448 emplois gelés dans les EPST en 2016 soit près de 13 % du plafond autorisé), que les conditions de travail des personnels, les conditions d'accueil des étudiants sont insupportablement dégradées. SUD-Recherche-EPST appelle, conjointement avec d'autres syndicats de l'ESR, les personnels et étudiant.e.s à se faire entendre le 10 octobre et à se donner les moyens de construire un mouvement revendicatif au-delà⁵.

Mais pour faire sauter les verrous budgétaires, pour que l'Etat arrête de céder à toutes les exigences des lobbies patronaux, pour que l'argent public serve l'intérêt public, nous n'y arriverons pas tous seuls !

Contre les politiques de régression sociale, privé / public, mobilisés ENSEMBLE et DANS LA DURÉE !

¹ Voir le dossier de présentation du PLF2018 : <https://www.economie.gouv.fr/projet-loi-finances-2018>

² Rapport de suivi du CICE : <http://www.strategie.gouv.fr/espace-presse/conclusions-comite-de-suivi-cice-2017>

³ OXFAM : <https://www.oxfamfrance.org/actualites/justice-fiscale/reforme-fiscale-pauvres-en-paie-impot-casse>

⁴ Circulaire 1^{er} ministre du 26 sept 2017 : http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2017/09/cir_42609.pdf

⁵ Voir tract unitaire : <http://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article2680>